

<https://ricochets.cc/L-Etat-criminel-laisse-l'eau-potable-etre-gravement-polluee-en-France-Scandale-7994.html>



L'Etat criminel laisse l'eau potable être gravement polluée en France - Scandale !

- Les Articles -



Publication date: mercredi 20 novembre 2024

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Les dangereuses pollutions induites par la civilisation industrielle sont partout, [même l'eau de pluie n'est plus potable](#) la plupart du temps.

En France, l'eau potable se dégrade de plus en plus et les autorités ne font pas grand chose, à part fermer les captages identifiés comme trop pollués.

De plus, les analyses officielles sont loin de rechercher les (très nombreux) produits nocifs dans les eaux de consommation.

On se souvient aussi [des arnaques illégales d'embouteilleurs](#) pour vendre au prix habituel des eaux minérales qui auraient du être déclassées...

De plus, avec les sécheresses récurrentes et la poursuite de l'agriculture intensive industrielle, les niveaux des nappes et rivières sont plus souvent bas, ce qui accentue la concentration des polluants dans l'eau potable.

Ces révélations devraient entraîner d'énormes grosses protestations

Ces révélations devraient faire l'effet d'une bombe, générer de grosses protestations et entraîner le départ de nombreux "responsables".

Mais sans doute que, comme trop souvent, il ne se passera pas grand chose, et on continuera à se contaminer silencieusement à petit feu tous les jours en buvant de l'eau, ou alors ceux qui peuvent paieront plus cher pour filter l'eau du robinet ou acheter des bouteilles (en plastique...) d'eau de source moins polluée.

Depuis mai, date de la remise d'un rapport de plus, le gouvernement n'a rien fait. Il était plus occupé à ses magouilles politiciennes avec l'extrême droite pour conserver à tout prix le pouvoir qu'à préserver la santé des français.

Pire, au lieu de viser à rapidement améliorer les choses, le gouvernement putchiste Barnier/Macron/Le Pen veut aggraver encore la situation et repousse les actions éventuelles aux calendes grecques. [Depuis avril 2023 rien n'a bougé vraiment...](#)

La Croissance, les techno-innovations de la mégamachine et son capitalisme passent bien avant la santé publique. L'Etat ne protège pas tellement la population (ou alors comme un éleveur protège son cheptel de cochons), mais d'abord les riches et la continuation du productivisme qui permet de maintenir sa puissance et sa domination.

Et puis, cynisme, les progrès techno-scientifiques "guériront" (à quel prix) peut-être une partie des cancers induits par les progrès techno-scientifiques et la Croissance, alors pourquoi s'inquiéter ou se révolter ?

Comme souvent les bénéfiques sont d'abord privés (industriels de l'agro-chimie et des pesticides, gros agriculteurs productivistes, banques...) tandis que les coûts reviennent au secteur public et aux personnes (dépollution, maladies à prendre en charge, filtration coûteuse de l'eau, analyses, plans de soutien, achat d'eau en bouteille, acheminement d'eau potable...). C'est le fonctionnement standard du capitalisme, avec l'aide et la complicité des Etats/gouvernements.

A ce degré de pollution généralisée, [manger bio \(pour ceux qui peuvent...\) ne met pas à l'abri, les polluants](#) (éternels, nanométriques ou "éternels") sont partout.

Pesticides dans l'eau : un rapport confidentiel dénonce « l'échec » du gouvernement-

► [Pesticides dans l'eau : un rapport confidentiel dénonce « l'échec » du gouvernement](#)

Un rapport interministériel confidentiel, révélé par Contexte, signale que la lutte contre la contamination de l'eau par les pesticides est un échec. Dans de nombreux territoires, les seuils réglementaires de métabolites de pesticides

dans l'eau potable sont toujours dépassés, indique ce document de juin 2024 rédigé par les inspections des ministères de la Santé, de la Transition écologique et de l'Agriculture.

(...)

Cependant, le gouvernement Barnier, préoccupé par la réduction de la dette publique et proche des intérêts agricoles, a abandonné ces mesures, tout en ponctionnant selon Contexte 130 millions d'euros dans les caisses des agences de l'eau, compromettant leur capacité d'action future.

► Même certaines autorités administratives s'inquiètent, sur le Monde :

[Pesticides : trois inspections générales pointent l'« échec global » de la protection de l'eau potable](#) - Un rapport remis en mai au précédent gouvernement, mais jamais publié, préconise plusieurs mesures d'urgence pour protéger les captages d'eau. Aucune n'a encore été mise en oeuvre.

(...)

les inspecteurs rattachés aux ministères de l'agriculture, de la santé et de la transition écologique dénoncent le mauvais état des ressources hydriques françaises et la dégradation générale de la qualité de l'eau potable, pour cause de contamination généralisée par les pesticides et leurs produits de dégradation (ou « métabolites »).

Pour un minimum de 10 millions de Français - et sans doute beaucoup plus -, la qualité de l'eau du robinet n'est plus garantie, du seul fait de cinq substances. Bien d'autres ne sont pas encore recherchées. « **Sans mesures préventives ambitieuses et ciblées, la reconquête de la qualité des eaux est illusoire** », préviennent les inspecteurs.

(...)

« **l'échec global de la préservation de la qualité des ressources en eau pour ce qui concerne les pesticides** ».

(...)

Entre 1980 et 2019, ce sont 12 500 captages d'eau potable qui ont été abandonnés. Initialement, ces fermetures ont été principalement le fait de l'abandon de certains équipements, ou de pollutions uniquement ponctuelles, mais « les pollutions diffuses constituent désormais le principal motif de fermeture », constate le rapport.

(...)

« Ces abandons de captages pour des problèmes de qualité réduisent les ressources en eau disponibles pour l'alimentation en eau potable, ce qui peut conduire à des situations tendues, notamment en période estivale. »

(...)

Bon nombre de métabolites - en particulier les résidus fluorés comme l'acide trifluoroacétique (TFA), un polluant éternel - ne font pas encore l'objet d'une surveillance systématique

La situation est probablement plus inquiétante que celle décrite dans le rapport, puisque bon nombre de métabolites - en particulier les résidus fluorés comme l'acide trifluoroacétique (TFA), un polluant éternel - ne font pas encore l'objet d'une surveillance systématique.

(...)

Les lacunes de la réglementation pointées par les inspecteurs sont nombreuses. Pas de suivi des pesticides et de leurs métabolites harmonisé au niveau national, cadre communautaire flou, enchevêtrement des responsabilités entre agences de l'eau, agences régionales de santé, distributeurs et collectivités, absence de prise en compte de tous les métabolites de chaque pesticide au moment de sa mise sur le marché, absence d'évaluation des effets sanitaires des mélanges de pesticides...

(...)

Absence d'évaluation des effets sanitaires des mélanges de pesticides

Le rapport, remis en mai au précédent gouvernement, enjoint aux pouvoirs publics de mettre en place, sans attendre, plusieurs mesures d'urgence ; à ce jour, aucune des recommandations n'a été mise en oeuvre, ni prise en compte dans le projet de budget 2025.

(...)

De manière tout aussi urgente, les inspections proposent de durcir les règles d'autorisation de mise sur le marché des pesticides en interdisant les usages sur les aires de captage d'eaux souterraines de produits générant des métabolites à risque de migration vers les eaux dans des concentrations supérieures à la limite réglementaire.

(...)

A court terme, les gestionnaires de l'eau sont contraints de mettre en oeuvre des mesures curatives (traitement par nanofiltration ou osmose inverse) aux coûts de plus en plus exorbitants, avec un impact sur le prix de l'eau plus important pour les petites unités de production

(...)

« Les collectivités doivent financer seules les mesures de prévention et les technologies curatives, dit Alain Rousset, le président du comité de bassin Adour-Garonne. Sur ce sujet, l'Etat est complètement défaillant et irresponsable : il ne parvient pas à mettre en place des politiques au niveau national pour faire baisser le recours aux pesticides et, ensuite, il ne finance pas la gestion des dégâts sur l'eau potable. » Au contraire : le projet de budget 2025 prévoit la possibilité de ponctionner 130 millions d'euros dans la trésorerie des agences de l'eau pour contribuer à l'effort budgétaire.

(...)

Mais c'est une autre proposition de loi qui (...) propose notamment de donner au ministre de l'agriculture la main sur l'homologation des pesticides au détriment de l'Agence nationale de sécurité sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement et du travail, ou encore de réautoriser certains pesticides dit « tueurs d'abeilles », les néonicotinoïdes

(...)

► Découvrez le rapport d'inspection générale de 3 ministères sur Contexte :

https://www.contexte.com/article/environnement/info-contexte-le-plan-des-inspections-ministerielles-pour-sortir-les-pesticides-de-leau-potable_209090.html

Les causes de ses désastres anciens et connus sont toujours les mêmes : productivisme, capitalisme, concurrence, étatismisme et non-démocratie, puissance des lobbies techno-industriels, habitudes ancrées, cercle vicieux de l'endettement des crédits bancaires...

Dans l'agriculture (détruite et paupérisée par le système en place, où les agriculteurs sont les premiers contaminés par les produits que l'industrie chimique leur vend) comme ailleurs, rare sont les acteurs à vouloir changer vraiment de modèle. Il est moins difficile de faire l'autruche, de courber l'échine et de taper sur des boucs émissaires que de mener une forme de révolution.

Voir aussi :

- [Pesticides : 56 molécules ne sont pas surveillées dans l'eau potable](#) (...) Pour obtenir ce chiffre, l'association a identifié 39 substances actives de pesticides, se dégradant en 79 métabolites à risque « de contaminer les eaux souterraines à des concentrations supérieures à 0,1 ¼g/L d'après l'Anses », l'Agence nationale de sécurité sanitaire, explique-t-elle. Seuls 23 d'entre eux ont été suivis dans l'eau potable l'an dernier. Cela fait donc un total de 56 métabolites n'ayant pas droit, eux, à une surveillance.
« Nous ne disons pas que l'eau potable est néfaste pour la santé. Ces métabolites sont toutefois issus de substances dangereuses, ce n'est pas dit que les molécules qui en dérivent soient anodines. Tous les métabolites ne présentent peut-être pas de risque sanitaire, mais on ne le sait pas puisqu'ils sont très peu étudiés, il faut répondre à cette question sanitaire », estime Pauline Cervan, chargée de mission scientifique de l'association.
- [Thierry, agriculteur, brise le tabou des pesticides et reçoit des menaces](#) - Le maraîcher bio Thierry Gozzerino alerte sur le danger des pesticides, alors que du glyphosate est encore utilisé dans les canaux d'irrigation de la plaine de la Crau. Il est la cible d'intimidations.

- [Eau potable contaminée : 49 ONG demandent l'interdiction d'un herbicide se dégradant en PFAS](#) : Le flufénacet ? C'est l'un des herbicides les plus utilisés en France et en Europe, notamment dans les grandes cultures céréalières. Il est commercialisé par les groupes Bayer et BASF. Le 27 septembre 2024, il a été reconnu comme perturbateur endocrinien par l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA). En se dégradant dans l'environnement, le flufénacet est responsable de la contamination de l'eau potable à l'acide trifluoroacétique (TFA) : un polluant éternel de la famille des Pfas (composés per- et polyfluoroalkylés). Ce métabolite de pesticide persiste dans l'environnement et s'introduit dans les nappes phréatiques. Selon les informations du quotidien Le Monde, plus de la moitié des Français pourraient bientôt boire une eau contaminée au TFA. (...)